

Zéro

Pascal Durand

Tolérance zéro, Déficit zéro, Risque zéro : le zéro a la cote dans les formules choc de la politique publicitaire. Ce chiffre vide dans lequel un infini se mire, voué à remplacer, dans l'écrit, les unités absentes, n'a plus rien ici de la force spécifique dont l'avaient doté les mathématiciens (indiens, puis arabes) qui l'ont inventé au Moyen Âge ; rien non plus de l'ironie qu'un Barthes mettait à parler de « degré zéro de l'écriture » pour désigner l'absence de style à laquelle tendent certaines écritures de la modernité. L'on peut douter, ainsi, que ce soit à la tradition scientifique ou à la sociologie de la littérature qu'un Hugo Coveliers, membre du *VLD* (parti libéral flamand) expulsé avec armes et bagages idéologiques dans les parages du *Vlaams Blok/Belang* (parti d'extrême droite flamand), a emprunté ce chiffre, ainsi que la curieuse construction syntaxique à laquelle on le plie, au moment de déclarer dans un meeting du dit *Vlaams Blok/Belang*, à Anvers : « *La tolérance zéro, c'est la forme la plus extrême de la démocratie* » (*Le Soir*, 13/04/2006).

La généalogie de ce mot et du saut d'une catégorie grammaticale dans une autre dont il fait l'objet est bien connue ; l'un et l'autre nous viennent, par l'intermédiaire de l'Angleterre d'Anthony Blair, du Manhattan du maire républicain Rudolph Giuliani et de sa politique « *volontariste* » en matière de répression de la criminalité en général et des « *incivilités* » en particulier. Loïc Wacquant a remarquablement démonté les ressorts

et indiqué les canaux par lesquels s'est constitué et mondialisé, avec l'appui de *think tanks* ultra-libéraux et de sociologues appointés, le nouveau sens commun pénal dont la *tolérance zéro*, « *instrument de légitimation de la gestion policière et judiciaire de la pauvreté qui dérange* »⁹⁸, est le slogan tout autant que le moyen. Désengagement de l'État social au profit d'un État pénal ; satisfaction sécuritaire apportée aux classes moyennes montantes ; dissolution de la question des causes de la misère urbaine au profit d'une répression de ses conséquences ; criminalisation de la pauvreté ; valorisation des sous-emplois précaires et des *jobs* sous-payés comme solution miracle à la crise du marché du travail : la *tolérance zéro* compacte en elle non pas seulement une idéologie sécuritaire, avec ce que celle-ci pourrait avoir de fantasmatique, mais un schéma de pensée parfaitement cohérent, efficace et accordé à la rationalité néo-libérale. Un schéma qui se trouve en quelque sorte renforcé et légitimé en retour lorsque la construction « *X + zéro* » migre dans les domaines les plus divers, ceux de l'économie ou de la publicité, par exemple. En ce sens, Hugo Coveliers parle d'or, mais à l'envers : la *tolérance zéro* n'est pas, comme il l'affirme, la forme la plus extrême de la démocratie ; c'est, en régime sécuritaire extrême, la forme que prendrait, si l'on ose ici cette formule qui finira bien un jour par sortir, une « *démocratie zéro* ».

Accoler *zéro* à n'importe quel concept plein – ce que n'était pas celui de « degré » envisagé par Barthes – ne traduit rien d'autre au demeurant, abjection ou cynisme mis à part, que le degré zéro de la pensée, seuil minimal à la hauteur duquel la plupart des mots retenus dans le présent abécédaire se tiennent avec une si grande obstination.

Références

Barthes R., *Le Degré zéro de l'écriture*, Paris, Seuil, 1953.

Wacquant L., *Les Prisons de la misère*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1999.

Notes

98. Loïc Wacquant, *Les Prisons de la misère*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1999, p. 22.